

18 avril 2014

On peut, d'ores et déjà, pronostiquer, sans trop de risque de se tromper, que le pouvoir va fixer le taux de participation à plus de 60% et la victoire, au premier tour du Président sortant, à un taux supérieur à 80%. Il gratifiera A. Benflis de 8%, L. Hanoune de 6% et les 6% restants seront répartis entre les cinq autres «sanafirs».

Mais là où M. Hamrouche fait très mal au pouvoir, c'est lorsqu'il met les décideurs devant leurs responsabilités, face à l'Histoire et les hommes, en affirmant qu'«il est primordial que les différents intérêts de groupes, de régions et de minorités soient préservés et garantis», ce qui, a contrario, signifie qu'ils ne le sont plus et par voie de conséquence, qu'il faut s'attendre, à court terme, à une implosion⁽¹¹⁾ de notre pays, provenant des masses populaires qui vont exiger une répartition plus équitable des richesses, entre toutes les composantes de notre nation⁽¹²⁾.

Ces émeutes prévisibles, exacerbées par le refus du droit de manifester⁽¹³⁾, pour qui veut bien ouvrir les yeux, vont entraîner des débordements de toute nature et des mouvements imprévisibles et incontrôlables que rien ne pourra arrêter, une fois le processus enclenché⁽¹⁴⁾. **Qui va endosser la responsabilité du bain de sang qui se présage ? Ne va-t-on pas, encore une fois, accuser l'ANP de faire couler le sang des Algériens, comme ce fut le cas, il n'y a pas si longtemps⁽¹⁵⁾ ?**

Percevant clairement, plus que tout autre, ce danger⁽¹⁶⁾ se profiler à brève échéance dans notre pays, du fait des dérives flagrantes⁽¹⁷⁾ d'un pouvoir arrogant et aveugle, M. Hamrouche en appelle à l'ANP, en lui demandant de «sauver l'Algérie de l'impasse», c'est-à-dire de jouer son rôle constitutionnel de défense de l'Algérie des dangers intérieurs et extérieurs⁽¹⁸⁾.

Par quel mécanisme peut-elle arriver à un tel résultat ? Il répondra : «Nos constituants sociaux ne peuvent s'accommoder de pouvoir souverain sans contre-pouvoir.» Nous y voilà, si les

mots ont un sens ! Enfin, nous venons de mettre le doigt là où cela fait mal. Deux mots : pouvoir et contre-pouvoir, unis entre eux pour le meilleur et pour le pire, dans une logique réflexive indissociable. Tout le monde comprend très

De quoi donner le tournis à tous les clans du pouvoir et en particulier, au clan présidentiel qui comptait faire mariner tout ce bon monde boulitique dans sa sauteuse, avec beurre, sel, poivre et ciboulette, autour d'un leurre appelé le poste de vice-président de la République.

bien, dès lors, le Président sortant et son clan ont très vite réagi à ce communiqué mortel, pour eux, en annonçant leur candidature forcée à une quatrième désignation électorale.

Puisque le Président sortant considère qu'il n'a de compte à rendre, in fine, qu'à ceux qui l'ont porté au pouvoir, M. Hamrouche, tout en évitant le piège des présidentielles, qui lui a été tendu, s'adresse à ceux qui ont coopté le Président sortant et lui ont permis d'accéder au pouvoir, depuis 1999.

Il les appelle à prendre leurs responsabilités, notamment en utilisant la règle constitutionnelle de l'empêchement, de manière à mettre fin au processus de dilution de l'Etat qui finira par faire imploser notre pays, à n'en pas douter.

M. Hamrouche⁽¹⁹⁾, prudemment, ajoutera qu'il «ne demande pas un coup d'Etat» mais «de mettre fin à une dérive» d'une extrême gravité car il faut inscrire cette opération, dorénavant, «pour que notre pays vive ces échéances dans la cohésion, la sérénité et la discipline légale et sociale», c'est tout un programme, qu'il n'a pas encore dévoilé⁽²⁰⁾ ! **De quoi donner le tournis à tous les clans du pouvoir et en particulier, au clan présidentiel qui comptait faire mariner tout ce bon monde boulitique dans sa sauteuse, avec beurre, sel, poivre et ciboulette, autour d'un leurre appelé le poste de vice-président de la République.**

La première phase de l'opération,

consistant à imposer la quatrième désignation électorale⁽²¹⁾, au prix d'un passage en force⁽²²⁾, s'étant achevée avec la réincarnation de plusieurs lièvres⁽²³⁾, c'est à la deuxième phase de l'opération à laquelle nous allons assister, en direct.

Elle est entièrement construite autour du poste virtuel de vice-président de la République et sur la liste présumée écrite, des «enfants adoptifs»⁽²⁴⁾ du Président sortant.

Rappelons-nous tout de même, que la création de ce poste date de plusieurs années et qu'il a été une arme redoutable entre les mains du Président sortant, afin de calmer les esprits des clans, incarnés entre autres par le feu général de corps d'armée M. Lamari, qui exigeaient un partage plus équitable du pouvoir et de ses rentes subéquentes. Annoncé à plusieurs reprises, comme le messie, le poste de vice-président de la République n'a jamais été créé, malgré les multiples changements constitutionnels⁽²⁵⁾. **Pourquoi le Président sortant a refusé de créer ce poste stratégique, comme d'ailleurs de céder le portefeuille de la défense nationale ? C'est tout simple, il est conscient que, dès la**

Pourquoi le Président sortant a refusé de créer ce poste stratégique, comme d'ailleurs de céder le portefeuille de la défense nationale ? C'est tout simple, il est conscient que, dès la minute où ce poste sera créé, ses heures de président de la République seront comptées

minute où ce poste sera créé, ses heures de président de la République seront comptées ! Par contre, ce poste mobilise et fait saliver tous les «Brutus»⁽²⁶⁾, tapis dans les différents clans du pouvoir et qui n'attendent que le jour de leur nomination, à ce poste, pour plonger leur dague dans le dos de leur bienfaiteur et égorger tous les autres prétendants. Sinon comment s'expliquer que les A. Ouyahia, A. Belkhadem, A. Sellal, A. Saâdani⁽²⁷⁾, en plus de celui qui attend son tour, derrière le rideau dans un autre logiciel, se

sont engagés, éperdument, corps et âme, dans cette campagne par procuration⁽²⁸⁾, de la quatrième désignation électorale ? Qu'attendent-ils en retour de cette nouvelle Moubayaâ, après avoir subi toutes les humiliations possibles et imaginables⁽²⁹⁾ du Président sortant ? Rien de moins que leur nomination au poste de vice-président, avec à la clé, à très court terme, pensent-ils, celui de président de la République ! Utilisant les réflexes pavloviens des clans du pouvoir et leur capacité d'inertie, le Président sortant promet à tous ses orphelins⁽³⁰⁾ à la fois, d'hériter du poste de vice-président de la République, ce qui lui permet de les maintenir en haleine et d'obtenir d'eux leur totale soumission et inféodation. Ils vont tous, en contrepartie, redoubler d'obséquiosité et d'allégeance, afin d'obtenir ses faveurs et en bout de course, pensent-ils, décrocher le jackpot.

En même temps, ils vont devoir s'entretuer dans une lutte, sans merci, où tous les coups seront permis et où seul le vainqueur demeurera vivant, au plus grand plaisir du Président sortant qui va se délecter de ce spectacle sanglant dans l'arène. **Mais, au fait, va-t-il vraiment créer ce poste, quand le fera-t-il et lui confiera-t-il effectivement des pouvoirs réels ?** Permettez-moi d'en douter car pour la survie du Président

sortant, il est urgent de prendre tout son temps et de faire miroiter à tous que le processus de création est en cours ! Rappelons-nous,

à cet endroit, du dernier tripatouillage constitutionnel qui a consisté à éviscérer le poste de chef de gouvernement⁽³¹⁾, devenu Premier ministre et de le dépouiller de toutes ses prérogatives, à par celles de «coordonner l'activité gouvernementale».

Le Président sortant, peut-il encore bluffer, les autres clans du pouvoir, sur ce qui nous est présenté, par certains fakirs, comme une des meilleures solutions à la sortie de crise ?

M. G.

Retraité en détresse à Monsieur le Ministre de l'Éducation

À la veille de l'élection présidentielle, alors même que l'État construit des milliers de logements, cinquante-deux familles de retraités de l'éducation nationale vont, sous 24 heures, à peine, se retrouver à la rue, par la volonté d'un seul homme, le directeur de l'éducation de la wilaya de Tizi-Ouzou. Se prévalant d'une décision de justice, qui n'a jamais été notifiée, et ignorant les textes de sa hiérarchie, ce fonctionnaire va nous expulser de nos logements dès demain dimanche. C'est pourquoi je crois devoir attirer votre attention sur ces quelques éléments d'appréciation :

1) La circulaire n°1722 du 26/10/2008 exclut de son champ d'application, les retraités n'ayant obtenu ni logement ni terrain à bâtir. Et je suis effectivement dans ce cas, jusqu'à preuve du contraire. Ce qui n'est pas le cas de tout le monde, y compris au niveau de la Direction de l'éducation.

2) Par décision n°87 du 06/05/2009, le directeur de

l'administration et des finances avait instruit le directeur de l'éducation de ne pas m'estimer en justice. En dépit de cela, la procédure à mon encontre a été poursuivie, et elle a abouti à un jugement en ma faveur.

3) La DE a, alors, fait appel du jugement auprès du Conseil d'État, qui a annulé ledit jugement sans que la décision ne m'ait été notifiée, personnellement ou à mon avocat. Une procédure de référé a suivi, qui s'est conclue par la décision n°217 du 02/05/2011, ordonnant mon expulsion.

4) La DE a, alors, demandé à l'huissier de justice de surseoir à l'exécution du jugement, me laissant croire à un geste de générosité, alors qu'il s'agissait simplement, par ce geste faussement magnanime, de m'inciter à ne pas faire appel du jugement. Le calcul s'est révélé idoine puisque j'ai effectivement omis de faire appel.

Or, quelle ne fut ma surprise, ce lundi 17 mars 2014 vers 10h, de voir à ma porte l'huissier de justice avec à la main une décision d'expulsion pour le lendemain

matin. Effectivement, le mardi à 9h30, l'huissier est revenu à la charge, accompagné d'une escouade de policiers. L'auxiliaire de justice m'a alors accordé, non sans difficultés, un délai jusqu'à demain dimanche 23 mars 2014, pour vider les lieux. C'est ainsi que dès demain, ma famille et moi allons accéder au statut peu enviable de SDF, par la seule volonté de Monsieur le Directeur de l'Éducation. J'ajouterais que si l'irréparable se produit, l'avenir prochain nous renseignera sur les desseins et appétits inavouables qui se dissimulent derrière cette procédure d'expulsion. Il suffit, pour en avoir un aperçu, de jeter un coup d'œil à l'environnement immédiat de mon logement.

Voilà pourquoi je vous appelle à l'aide, dans l'urgence, Monsieur le Ministre, afin que vous mettiez un terme à ce calvaire.

Amar Helli,
retraité de l'Éducation nationale